

Installation de la commission de suivi de la détention provisoire

Jeudi 12 avril 2012

Monsieur le député (Sébastien Huyghes),

Monsieur le sénateur (Jean-René Lecerf),

Messieurs les hauts magistrats,

Monsieur le professeur,

Maître,

Monsieur le directeur de recherches,

Mesdames et Messieurs,

Le suivi de la détention provisoire constitue un sujet majeur pour l'institution judiciaire. La réflexion doit être toujours poursuivie et approfondie en ce domaine, et la Commission de suivi que nous installons aujourd'hui y contribue de manière déterminante. Je suis ravi que par votre engagement, cette structure puisse reprendre ses travaux.

Le placement en détention provisoire fait aujourd'hui l'objet d'un encadrement procédural précis. Toutefois, certaines questions méritent d'être attentivement examinées, afin de toujours renforcer les garanties relatives au placement et au maintien en détention provisoire.

La composition de la commission, et les membres que vous êtes, sont la meilleure garantie d'un diagnostic approfondi de la situation. Vos compétences permettent en effet de répondre aux objectifs que la loi a fixés à cette commission : réunir les données juridiques, établir des statistiques locales, nationales, internationales, pour disposer d'un regard transversal sur l'évolution de la détention provisoire est absolument essentiel. On ne peut concevoir une politique pertinente et adaptée sans une telle expertise, et je sais que chacun dans votre rôle vous contribuerez à cette mission de premier plan.

C'est par une telle connaissance que nous permettrons que le recours à la détention provisoire soit toujours mieux maîtrisé, afin de la contenir au strict nécessaire, en prévenant des détentions provisoires trop longues ou injustifiées.

Depuis 2003, le nombre de personnes placées en détention provisoire a diminué de façon constante : cette baisse est, en effet, de plus de 27%. Ces données générales sur la détention provisoire, la Commission les a progressivement actualisées mais aussi enrichies au fil de ses rapports, grâce à des études spécifiques, sur l'efficacité des contrôles de la détention provisoire, sur les alternatives à la détention avant jugement, sur la détention provisoire des mineurs, les longues détentions provisoires etc. Autant de données qui nous permettent d'envisager des voies d'amélioration.

Je sais que, grâce à ses travaux, votre commission formulera elle aussi des propositions constructives qui inspireront de nouvelles évolutions. Le ministère de la justice et des libertés sera, comme il l'a toujours été, à vos côtés pour vous permettre d'accéder aux données dont il dispose.

Je vous souhaite d'excellents travaux.